

Jeudi 13 janvier, 62 % des personnels des collèges et des lycées se sont mis en grève à l'appel d'une large intersyndicale. La grève est donc majoritaire et témoigne donc d'une forte colère face au mépris dont fait preuve Jean-Michel Blanquer depuis des mois.

Dans les vies scolaires, c'est même 80 % des AED qui se sont mis en grève. De nombreuses vies scolaires sont fermées. Cette mobilisation est exceptionnelle . Elle illustre la profonde exaspération des AED qui se sont retrouvés en première ligne pour gérer le protocole incompréhensible de la rentrée.

Une profonde colère

Cette grève majoritaire témoigne de l'extrême exaspération des personnels du second degré après 10 jours qui ont vu les collèges et lycées être conduits au bord de la rupture. Plus généralement, la colère est profonde après 20 mois durant lesquels le gouvernement aura fait preuve d'une grande légèreté pour gérer la crise sanitaire dans l'Éducation nationale : bien peu de choses ont été faites pour sécuriser les collèges et les lycées ainsi que pour protéger les personnels et les élèves : masques en tissu pendant 20 mois, autotests dont certains arrivent périmés en ce moment, absence de grand plan pour l'aération des salles, manque de remplaçants...Derrière les discours vantant la priorité à l'Education ou la volonté de sanctuariser les établissements scolaires, force est de constater qu'aucun réel investissement n'a été fait pour le service public d'Éducation.

Le ministre de la grève historique

Depuis 20 mois, les personnels tiennent à bout de bras les collèges et les lycées pendant que le ministre tente de masquer ses insuffisances en enfermant le débat autour d'un débat binaire école ouverte ou fermée, alors même que personne, chez les personnels de l'Éducation nationale, ne veut les fermer ! Les personnels attendent plutôt des mesures d'urgence : équipement en masques chirurgicaux et FFP2, capteurs de CO2 et purificateurs d'airs, politique de tests cohérente, y compris sur le plan pédagogique : les épreuves du bac prévues en mars doivent être repoussées en juin.

Cette colère s'inscrit dans un mouvement plus profond après 4 ans d'un quinquennat où le second degré a été particulièrement malmené par les suppressions d'emplois et les réformes aux effets délétères. La méthode Blanquer où se mêlent mépris, déni de réalité et gestion verticale ne passe plus. Le ministre apparaît complètement discrédité aux yeux de toutes et tous.

Le SNES-FSU appelle le premier ministre à ouvrir des discussions en urgence afin de répondre aux revendications des personnels. Le SNES-FSU portera également au sein de l'intersyndicale la nécessité de poursuivre la mobilisation, dans le cadre le plus unitaire possible.

A Paris, le 13 janvier 2022